



Communiqué

## **Un ministère de l'action et des comptes publics**

### **Un choix hautement contestable**

En dénommant ainsi ce nouveau ministère, Emmanuel Macron et Edouard Philippe confirment, s'il en était besoin, leur conception avant tout libérale des services publics et de leurs missions.

Pour l'anecdote, on notera que même Nicolas Sarkozy n'avait pas franchi un tel cap, puisque la Fonction publique figurait explicitement dans le titre du premier ministère confié à Éric Woerth.

En effaçant ainsi la Fonction publique, en la rattachant à un département ministériel qui en fera avant tout une variable budgétaire et en y nommant une personnalité fortement ancrée à droite, le Président de la République et le Premier ministre indiquent clairement leur volonté de poursuivre et d'amplifier les nocives politiques d'austérité.

Plus que jamais et sans attendre, la CGT portera ses exigences d'une Fonction publique renforcée, dotée de tous les moyens nécessaires pour mener toujours mieux ses missions publiques pour la population et le progrès social.

Montreuil, le 17 mai 2017